

STRATEGIES DE RESILIENCES SOCIO-ECONOMIQUES A KINSHASA / RDC ET IMPACTS SUR LA SECURITE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE DE LA POPULATION URBAINE

JR.G. MUNKUAMO¹, D.E. MUSIBONO¹, and L.K. BINZANGI²

¹Département de l'Environnement, Faculté de Sciences, UNIKIN, RD Congo

²Département de Géographie et Environnement, UPN, Kinshasa, RD Congo

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: This paper analyses the urban metabolism of Kinshasa and forms on self-reliance (resilience) socio-economic strategies as responses to socio-environmental vulnerability. Based on house hold survey, results revealed that with more than 80% of people are jobless, many families survival depends on resilience strategies in Kinshasa. This situation cannot boost the urban city sustainability. Some appropriated strategies should be promoted to ease the access to good education, health care facility, decent living, good transport, good nutrition and good public income, etc. Otherwise, the urban environment will be harmful, not sustainable, and the 21 st Century sustainable City will remains a dream.

KEYWORDS: Strategy, self-reliance, mitigation, survival, social security/safety, sustainable city.

RÉSUMÉ: Cet article analyse le métabolisme urbain de Kinshasa, face aux résiliences socio-économiques comme réponses aux vulnérabilités socio-environnementales.

En considérant les ménages comme unité de recherche, il ressort des résultats obtenus que 80% des personnes sont des chômeurs et que la survie de leurs familles dépend des activités de résilience. Cette situation ne peut pas favoriser la durabilité urbaine. Des stratégies appropriées doivent être promues de manière à favoriser l'accès à la bonne éducation, aux bons soins de santé, à un habitat décent, à un bon transport public, à une bonne alimentation, etc. ainsi que l'amélioration du revenu familial. Sans cela, il sera impossible de promouvoir les villes durables du 21^e siècle et l'environnement restera hostile.

MOTS-CLEFS: stratégie, résilience, atténuation, adaptation, survie, sécurité sociale, durabilité urbaine, Kinshasa.

1 INTRODUCTION

Incontestablement, les enjeux actuels et futurs de la sécurité environnementale et de son corolaire le développement durable se jouent actuellement et vont se jouer demain dans les villes. Car, d'après le Centre de Recherches pour le Développement International (1997), plus de 60% de l'humanité vivront en milieu urbain à l'aube de l'année 2020. Monyo (1998) fait remarquer que la dynamique de la croissance urbaine est trop forte pour les pays en développement ou en transition économique (Chine, Inde, Brésil). Il indique qu'en l'an 2025, 60 à 85% de populations de ces pays seront concentrées dans les villes.

L'Afrique subsaharienne est aussi en forte croissance urbaine. Son taux de croissance annuelle moyen est de 3,5% (PNUE, 2002). Ce taux s'est maintenu dans la dernière décennie et connaît actuellement une flexion avec des variabilités d'une ville à l'autre : Kampala et Addis Abéba (5,2%), Nairobi et Conakry (4,3%), etc. Pour d'autres villes à croissance non maîtrisée et

maîtrisable, le dynamisme de la croissance urbaine est exponentiel et reste difficile à évaluer. C'est notamment les cas de villes suivantes : Lagos, Kinshasa, Caire, etc. Et, les indicateurs socio-démographiques de la croissance urbaine africaine sont les ménages. Le métabolisme urbain repose sur les services sociaux et, la demande des ménages. Assumer et sécuriser l'accès à ces services constituent la demande actuelle des chercheurs pour des villes durables (WRI, 2015).

Pour la ville de Kinshasa, son tissu sociodémographique est composé des quartiers et rues peuplés, des ménages denses et surpeuplés (taille moyenne d'un ménage kinois est de 7 individus : Lelo Nzuzi, 2008). Cette implosion contraint la ville à une économie exsangue, au manque d'emploi (plus de 80% du chômage de la population active), à l'inconsistance du budget de ménages, à la toxicité de revenu des ménages, à la précarité et à l'insécurité sociale. Tous ces maux de l'environnement socioéconomique urbain sont des ingrédients susceptibles de faire disparaître les Kinois de leur existence physique, parce que les ménages (unités sociales de base de la vie collective urbaine) vivent dans un environnement socio-économique profondément dégradé, instable et incertain.

Eu égard à ce qui précède, plus d'un observateurs constatent que les Kinois ne disparaissent pas par le syndrome de vulnérabilités. Ils continuent de vivre allègrement. D'où, l'étude s'interroge pour savoir : comment les Kinois survivent ? quelles sont les diverses stratégies de survie qui sont développées par les ménages de Kinshasa afin de résilier aux vulnérabilités socio-économiques de l'environnement urbain ? Quels sont les facteurs symbolisant l'atténuation et l'adaptation apportés par les résiliences urbaines aux vulnérabilités environnementales kinoise ? Compte tenu de la taille peuplée (7 membres) de ménage kinois, peut-on dire que les résiliences économiques mises en œuvre à Kinshasa sont de nature à assurer la sécurité sociale de ménages ? Comment améliorer les résiliences économiques pour enraceriner leur base sur une économie viable afin de les rendre durables dans le temps ?

2 MILIEU ET MÉTHODES

La ville de Kinshasa qui existe depuis 1881 constitue à nos jours une mégapole s'étendant sur une superficie de 9.965 Km² et renfermant environ 12 millions d'habitants, dont plus de 75% des populations jeunes de moins de 35 ans d'âge. Sur le plan socio-économique, depuis les pillages de 1991 et 1992, l'économie urbaine est en difficulté. Kinshasa a traversé plus d'une décennie de surchauffe économique avec des inflations exponentielles inconsiderables. Le chômage a pris de l'envol et les investissements se sont raréfiés. Ainsi, l'inutilisation des ressources humaines et la faible croissance économique a accentué fortement la désarticulation entre la macroéconomie et la microéconomie, le déséquilibre budgétaire, l'instabilité des prix...

Au niveau de l'organisation administrative, la ville est subdivisée en 24 communes qui sont réparties en 4 districts (Funa, Lukunga, Mont-Amba et Tshangu). La situation géo-démographique, les opportunités et contraintes environnementales changent d'une commune à une autre, d'un district à l'autre. S'agissant de cette étude, les informations ont été collectées sur la base d'une enquête menée dans huit communes de quatre districts administratifs de la ville de Kinshasa : Bandalungwa et Kalamu (district de la Funa), Kintambo et Ngaliema (Lukunga), Kinsenso et Lemba (Mont-Ngafula), Masina et Ndjili (Tshangu). La contiguïté géographique, la similarité environnementale et de modes de vie sont des facteurs majeurs qui ont conduit au choix de ces communes par rapport aux autres.

Sur le plan méthodologique de techniques de collecte, de traitement et d'analyse de données sur les mécanismes et/ou stratégies de résiliences socio-économiques urbaines et leurs impacts sur la sécurité sociale dans les huit communes ciblées de quatre districts de la ville de Kinshasa, l'étude a recouru à l'observation directe, à l'enquête de terrain et à l'approche systémique. Pour l'enquête, la taille de l'échantillonnage de l'étude est de 200 ménages/commune, en raison de 400 ménages/district, soit globalement 1600 ménages pour toute la ville de Kinshasa. Cet échantillon a été constitué par quota et de façon aléatoire au sein de la population de l'étude. Autres techniques utilisées : documentation et interviews non directives des acteurs de résiliences, des communautés urbaines bénéficiaires, des autorités politico-administratives....

3 RÉSULTATS

Les résultats de l'enquête sur l'objet de cette étude sont consignés dans les tableaux 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 suivants :

3.1 APPREHENSIONS DU CONCEPT DE RESILIENCE A KINSHASA

Tableau 1 : Significations accordées par les sujets enquêtés au concept "de résiliences urbaines"

Sens de résiliences urbaines pour les enquêtés	FUNA		LUKUNGA		MONT-AMBA		TSHANGU		TOT.	%
	Bandal	Kalamu	Kitambo	Ngaliema	Kinseso	Lemba	Masina	Ndjili		
Mécanisme de survie	141	100	121	82	72	98	119	93	826	51,63
Moyen de vivre	07	56	22	44	56	51	40	29	305	19,06
Article 15	07	16	19	16	32	17	14	26	147	9,19
Débrouillardise	11	19	17	22	16	10	07	29	131	8,19
Moyen de résistance	34	09	21	36	24	24	20	23	191	11,94
Total	200	1600	100							

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

Les résultats du tableau 1 révèlent que le concept de résilience est différemment appréhendé à Kinshasa. 51,62% des sujets accordent au concept de "résilience" le sens de mécanisme économique créé par la population urbaine pour la survie. L'imagination sociale pour la formulation du contenu de ce concept proviendrait certainement de l'aphorisme kinois qui dit que "exister, c'est résister". 48,38% des sujets enquêtés ont une diversité d'appréhension du concept de résilience : moyen de vivre pour assurer la survie, moyen de résistance à la crise, article 15 et débrouillardise. Suivant l'approfondissement de sens de ces concepts, tous ces concepts convergent dans le sens de la survie, à l'instar de l'avis de premiers enquêtés. Il faut faire quelque chose pour vivre, sinon l'on disparaît face à l'ampleur de la crise qui ravage et frappe sévèrement l'environnement socio-économique de la ville de Kinshasa.

3.2 ACTIVITES DOMINANTES DE RESILIENCES URBAINES ET LEUR IMPORTANCE SOCIALE A KINSHASA

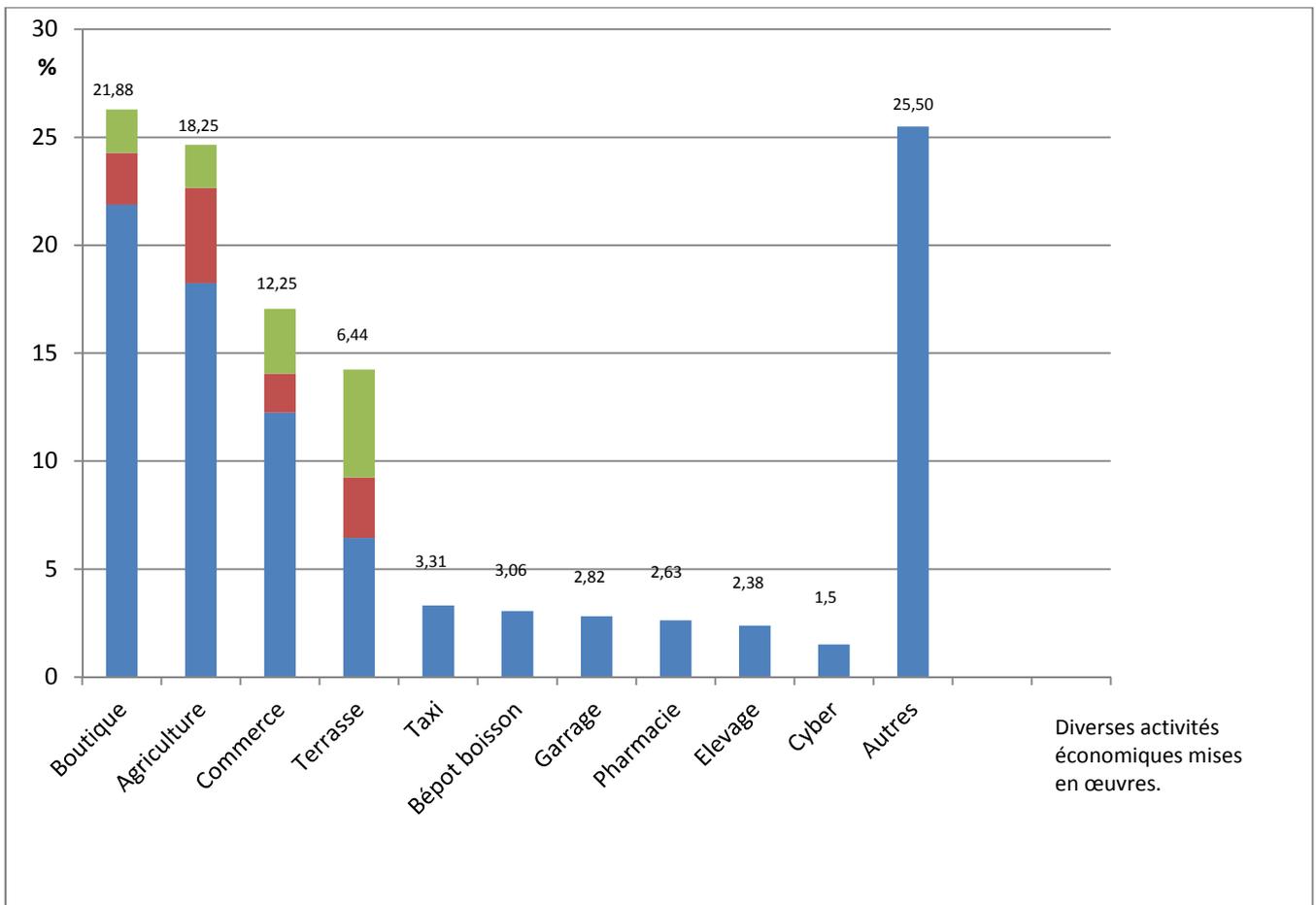


Tableau 2. Diverses activités économiques mises en œuvre dans le cadre de résiliences urbaines à la crise de l’environnement économique de la ville de Kinshasa

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

En se référant au tableau 2 ci-dessus, il existe différentes activités qui sont développées par les Kinois afin de résister à la crise socio-économique et assurer la survie de la population. En effet, suivant les données de l’enquête dans les communes populaires et peuplées ciblées, selon les résultats obtenus, dans toutes les rues et après environ toutes les trois parcelles consécutives, il existe une activité économique informelle. En regroupant les diverses activités de résiliences économique selon leur nature, il en ressort que les activités économiques adoptées plus facilement par les ménages kinois sont : petits commerces (81,75%) et les offres de services (garage, transport, cyber... :7,62%). Ce score signifie que les activités commerciales ont une grande importance sociale dans les fonctions de résiliences, parce qu’elles produisent leurs effets économiques à court terme (gains économiques immédiats pour la satisfaction des besoins essentiels). Bien sûr, ceci, contrairement aux activités économiques de production (agriculture et élevage de subsistance: 10,63%) dont les effets économiques attendus se font voir à long terme. Dans ce choix paradoxal des résiliences socio-économique en défaveur de la durabilité, c’est plutôt l’avenir économique qui pourrait être en danger. Car, le développement des vulnérables est boosté sur la base d’économie durable.

3.3 ADAPTATION AUX RESILIENCES A KINSHASA PAR ENTREMISE DE NOMBRE D'ANNEES ACCOMPLIES PAR LES PRINCIPAUX ACTEURS

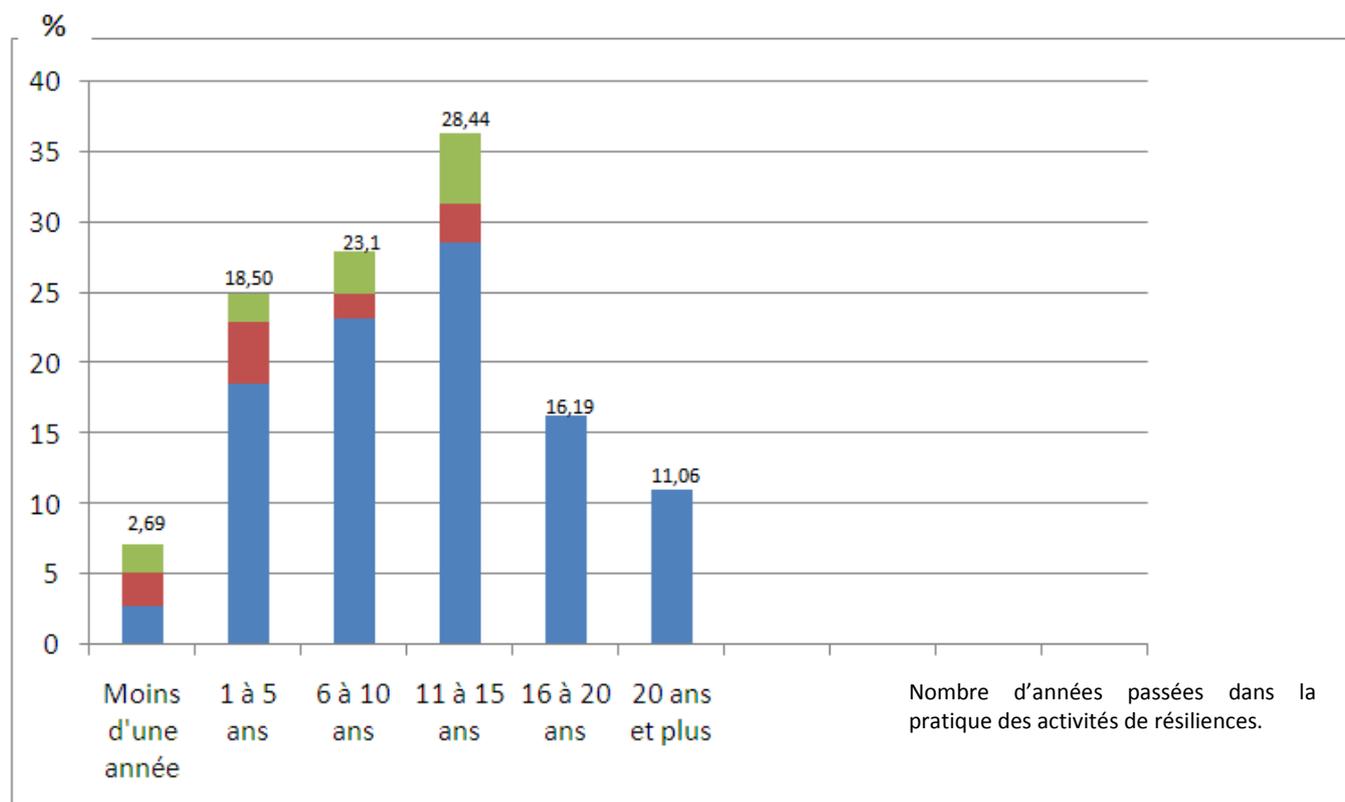


Tableau 3 : Nombre d'années passées par les sujets enquêtés dans la pratique des activités de résiliences urbaines

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

Dans l'environnement économique, s'accoutumer à une activité socio-économique et l'exercer dans la durée est une question d'intérêt social. Car, l'économie a une fonction sociale. En effet, une activité économique informelle de résilience peut durer dans le temps du fait de bien-être qu'elle apporte pour les individus ou les ménages. C'est cette idée sous-jacente qui est à l'origine de la connaissance du nombre d'années passés dans les activités de résiliences choisies dont les résultats figurent au tableau 3. De ce dernier, les résultats s'affichent comme suit : 44,63% des acteurs de résiliences économiques ont déjà accompli 11 et 20 ans dans les Activités Génératrices de Revenus ; 11,06% de sujets enquêtés sont des acteurs seniors de résiliences et comptent plus de 20 ans d'existence dans les activités économiques informelles de résilience; les acteurs juniors en expérience dans le temps sont moins nombreux (6,94%). Ils ont entre 1 à 5 ans d'expérience. Un petit nombre d'acteurs (2,69%) sont de nouveau venus dans les résiliences économiques à Kinshasa. Ils ont moins d'un an d'expérience comparativement aux autres. Ils ne disposent pas des documents juridiques. La plupart du temps, ce sont des vendeurs ambulants à la criée dans les rues et places publiques kinoises. Ils vendent notamment : arachides, cigarettes, noix de cola, etc. Soit, ils sont des cireurs, transporteurs, chargeurs de taxi, nettoyage de véhicules, maisons de communication, vernissage, etc.

3.4 VOLUME DE REVENUS GENERES PAR LES RESILIENCES ECONOMIQUES EN VUE D'ATTENUATION DE DIVERSES VULNERABILITES SOCIALES DE MENAGES KINOIS

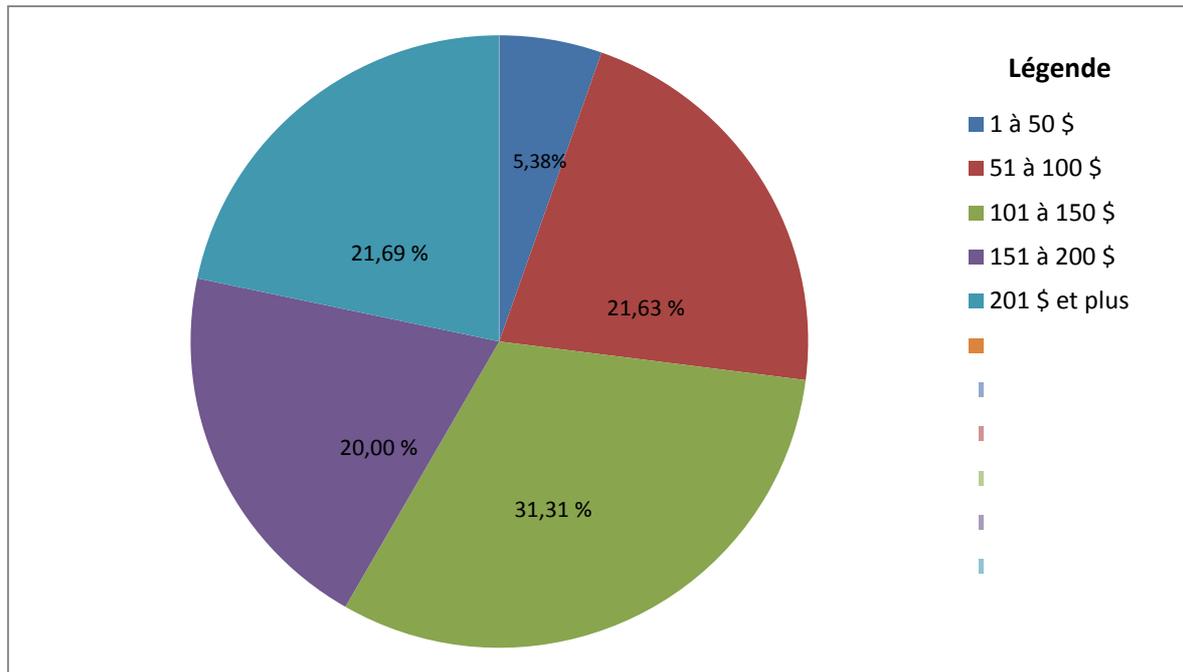


Tableau 4 : Recettes générées par semaine grâce aux activités de résiliences des ménages enquêtés

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

En se rapportant aux résultats du tableau 4, il se dégage qu'hebdomadairement les recettes générées par les activités de résiliences économiques destinées à atténuer les chocs de la crise socio-économique de la population kinoise sont de divers ordres. Les recettes hebdomadaires sont entre 100 \$ US et 200 \$ US pour 51,31% d'acteurs sociaux de résiliences économiques ; elles sont de moins de 100 \$ US pour 27,01% d'autres acteurs et de plus de 200 \$ US pour 21,68% des acteurs. Cette variabilité de volumes des recettes est fonction de : nature d'activité économique, fonds d'investissement ou de roulement, aptitudes économiques des acteurs, etc. Pour les volumes de recettes supérieures à 200\$US générées hebdomadairement, la plupart d'entre eux œuvrent dans le secteur de transport en commun, vente d'habillement dans les boutiques, dépôt de boisson, dépôts de ciments, etc. En outre, leurs entreprises sont situées dans les milieux populaires de la ville, les carrefours et croisements de grandes artères de certaines communes (Bandalungwa, Kalamu, Kintambo et Lemba). Or, avec un revenu hebdomadaire d'au moins 100 \$ US, au regard du niveau de vie de Kinshasa, il est possible d'atténuer les chocs de la crise sociale au niveau des ménages. Pour dire que les résiliences économiques contribuent à l'atténuation de la crise socio-économique pour environ 72,99% des ménages des acteurs de résiliences. Ainsi, les résiliences socio-économiques semblent être utiles aux défis de la précarité des conditions de vie de la population afin d'atténuer partiellement l'ampleur de la crise économique et sociale.

3.5 SEUIL DE SATISFACTION DE BESOINS DE MENAGES A PARTIR DE RECETTES GENEREES PAR LES RESILIENCES URBAINES ENTREPRISES

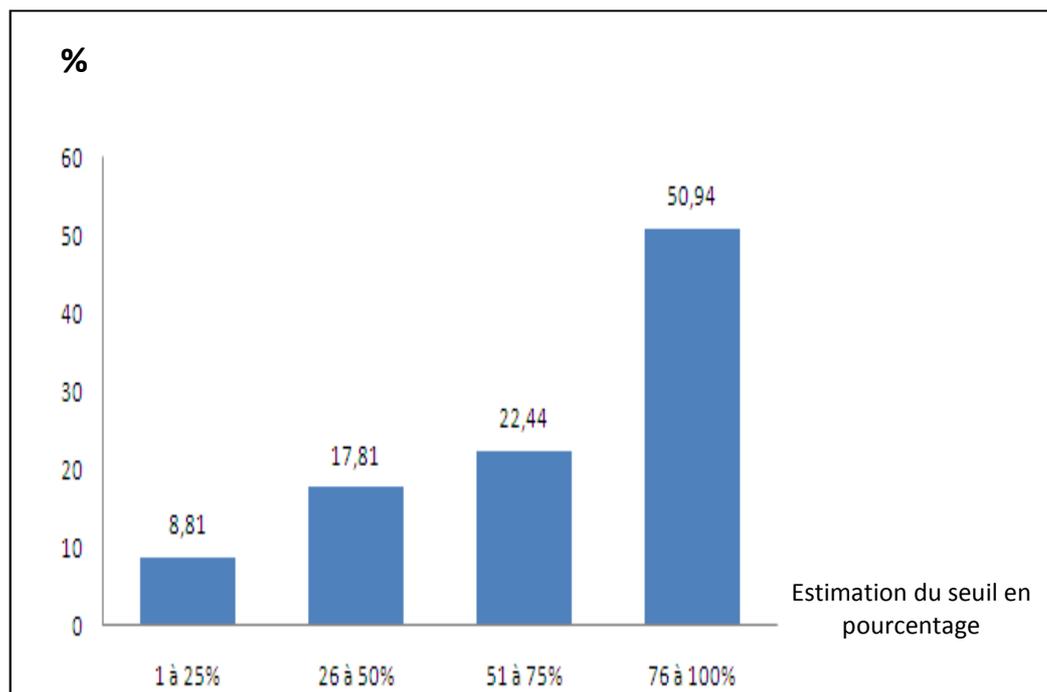


Figure 1. Estimation du niveau ou seuil (en %) de besoins satisfaits par les recettes issues des activités de résiliences économiques mises en œuvre par les enquêtés

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

Les résultats de la figure 1 font voir que 73,38% des ménages sont satisfaits dans leurs besoins essentiels à un seuil de 50% et plus des recettes issues des activités de résiliences économiques pratiquées par leurs membres. Contre 26,62% des ménages qui sont satisfaits à moins de 50%. Probablement, la nature de problèmes à résoudre, la taille de ménages, le niveau de vie de chaque commune, la vie de locataire des certains ménages, les fluctuations du comportement économique et les autres problèmes macroéconomiques et microéconomiques justifieraient la moindre satisfaction de plusieurs ménages concernés par les résiliences économiques urbaines. Signalons que les besoins ordinaires mis en vedette de satisfaction par les recettes générées des résiliences sont les dépenses ou passifs suivants : nourriture, loyer ou logement, transport, habillement, fourniture de sources d'énergie (eau et énergie), etc. En revanche, les besoins extraordinaires ne recourant pas nécessairement aux recettes de résiliences économiques sont : soins de santé, éducation et dépenses funéraires. Généralement, les ménages se servent de divers mécanismes pour la satisfaction des besoins des ménages : cotisations, dons, aides, ventes de parcelles, gages des biens, endettements, mutuelles, etc. Eu égard aux mécanismes alternatifs de résiliences sociales et à certains contrastes qu'elles apportent, il y a lieu d'affirmer que les activités de résiliences économiques courantes développées à Kinshasa ne constituent pas un projet économique durable pour les ménages kinois.

3.6 SECURITE SOCIALE DES MENAGES PROCUREE PAR LES RESILIENCES ECONOMIQUES A KINSHASA

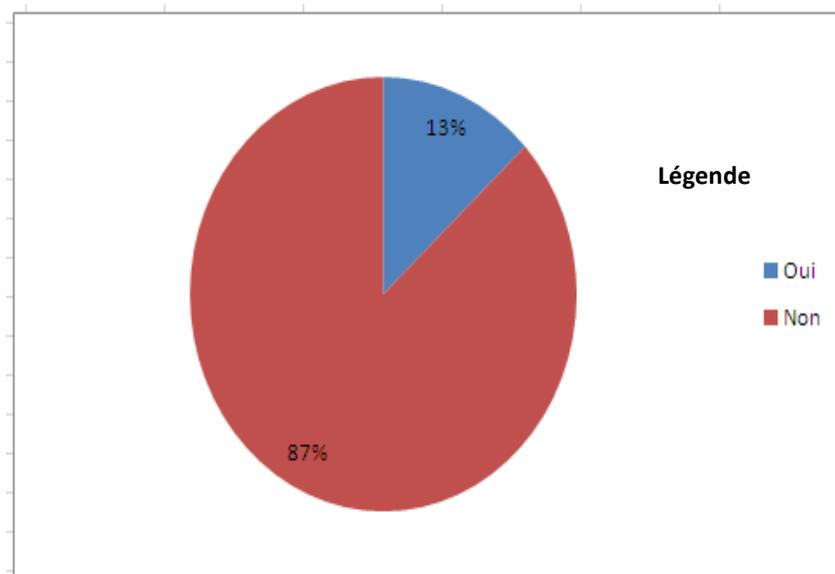


Figure II. Avis de sujets enquêtés sur la sécurité sociale ou non relative aux mécanismes de résiliences

Source : Munkuamo Gonzaleze, 2015

Les données de la figure 2 sur la sécurité sociale procurée par les résiliences économiques dans les ménages de Kinshasa renseignent que 86,13% des ménages disent ne pas être sécurisés contre 13,13% des ménages. Ces résultats démontrent que les résiliences socio-économiques et le haut degré de satisfaction qu'accompagnent ces activités au sein de ménages n'exclut pas l'insécurité sociale qui caractérise les ménages. Divers contraintes et risques ont des effets frénateurs sur la durabilité et la sécurité sociale.

4 DISCUSSION

Les résiliences sont un paradigme (concept dominant, Kuhn) environnemental qui se développe dans le cadre d'atténuation et d'adaptation de la crise environnementale multiple dont les manifestations se montrent de plus en plus aiguës durant ces deux dernières décennies (PNUD). Les résiliences socio-économiques sont donc des réponses sociales apportées aux crises économiques. En tant que des stratégies de lutte pour la survie, les résiliences se pratiquent à tous les niveaux de vie sociale : individu, ménages, communautés, Etat, etc. En accord avec Musibono et al. (2001), l'agriculture urbaine comme réponse au chômage est une stratégie de résilience à Kinshasa.

A Kinshasa, les résiliences socio-économiques émergent avec vitalité dans la ville pour suppléer le panier de la ménagère (alimentation, habillement, logement, etc.) déficitaire pour la plupart des ménages. En effet, le panier de la ménagère kinoise s'est essoufflé et a diminué sensiblement dans son volume à cause de chômage durable et de la toxicité de salaires ou revenu des ménages kinois (Musibono, 2014).

En dépit des ressources financières qu'elles apportent pour accroître le panier de la ménagère à cause de leurs activités à impacts économiques rapides, les résiliences économiques laissent en suspens, en souffrance plusieurs autres problèmes sociaux non résolus : habitat, éducation, assainissement, santé, loisirs, etc. A ce titre, elles ne constituent pas une source de sécurité sociale et ne peuvent nullement vaincre l'extrême pauvreté humaine existant au niveau des ménages kinois (Lelo Nzuzi, 2004).

5 CONCLUSION

Les résiliences économiques soulagent la crise sociale à Kinshasa mais elles ne sont pas des solutions durables pour le développement urbain. En effet, l'insécurité sociale persiste dans la ville et continue de vulnérabiliser la population kinoise.

Cette situation arrive dans la ville, parce que l'on substitue la durabilité à la résilience. Il faudrait replacer la durabilité au cœur du développement dans l'environnement humain.

En effet, le développement humain durable de la ville de Kinshasa nécessite un concours de plusieurs facteurs économiques et non économiques : amélioration du climat des affaires, industrialisation de la ville, promotion des PME, renforcement de la capacité organisationnelle et autonomisation des femmes, amélioration de l'entreprenariat des jeunes, croissance économique durable, sécurité alimentaire, accès aux soins de santé pour tous, éradication des maladies, accès à l'éducation de qualité pour tous, accès à l'assainissement et à l'eau potable, disponibilité des sources d'énergies, redistribution justes des avoirs, désenclavement géographique de certains milieu de la ville, viabilité des écosystèmes, autonomie des femmes, la paix, la démocratie, la dignité et le respect des droits de l'homme, habitat décent, moyens de transport performant, etc.

Tout ceci montre le caractère complexe de la sécurité sociale (physique, politique, économique, écologique, culturelle...) et du développement humain durable de la ville de Kinshasa. C'est l'approche de la sécurité environnementale intégrée qui contribuera à l'érection de trois piliers du développement durable à Kinshasa, à savoir : viabilité, vivabilité et équité dans la ville de Kinshasa. Sinon, les résiliences socio-économiques positives (activités économiques formelles) vont rimer ensemble avec les résiliences socio-économiques négatives (prostitution, corruption, vols, etc.), des sources de dérives éthiques et de vulnérabilités sociales.

REFERENCES

- [1] Bambila, M. (2004), « Pauvreté féminine et sécurité alimentaire des ménages en RDC », in *Vivre et survivre à Kinshasa. Problématique de développement humain, Afrique et Développement, Observatoire d'Economie Politique et de Développement Humain, Afrique et Développement, Faculté d'Economie et Développement, Facultés Catholique de Kinshasa (UCK), Kinshasa*, pp. 105-126
- [2] Bwalwel, JP. (1999), "Famille comme communauté profonde de vie. Précarité urbaine et dérives éthiques", in *Revue Africaine des Sciences de la Mission*, vol. 6, n° 10-11 (juin-décembre), éd. BAOBAB, Kinshasa, pp. 114-153
- [3] Lelo, F. et Tshimanga, C. (2004), *Pauvreté urbaine à Kinshasa*, éd. Cordaid, Haye
- [4] Munkuamo, G.(2014), " Les dérives éthiques dans l'environnement de la Commune de Limete : état des lieux et perspectives", in *Cahier Congolais de Sociologie*, n° 31 (juin), Département de Sociologie, Université de Kinshasa, Kinshasa, pp. 25-56
- [5] Munkuamo et al. (2015), "vulnérabilités environnementales et stratégies de survie urbains en situation post-conflit en RDC", in *International Journal of Innovation and Applied Studies (ISSN)*, 2028-9324, Vol. 13, N°1 (Septembre), pp. 163-167
- [6] Musibono D.E., 2006. *Du marasme d'un Etat squelette aux défis du développement durable*. Ed. Chaire UNESCO, SADC-UNIKIN, Kinshasa, 186pp.
- [7] Musibono D.E. (2011), *Agriculture urbaine comme réponse au chômage à Kinshasa, R D Congo*. Vertigo- la revue électronique en Sciences de l'Environnement, Volume 11, NO.1, en ligne : <http://vertigo.revues.org/10818>, Consulté le 17 février 2015.
- [8] Ngunu, K. (2004), "Analyse des mécanismes et stratégie de survie de la population de Kinshasa, « cas des boutiques et ligablos", in *Vivre et survivre à Kinshasa. Problématique de développement humain, Observatoire d'Economie Politique et de Développement Humain, Faculté d'Economie et Développement, Facultés Catholiques de Kinshasa, Kinshasa*, pp. 11-48
- [9] Nkoo, M. (2012), "Vivre au taux du jour à Kinshasa : Incorporation d'une culture monétaire en situation de dollarisation de l'économie", in *Cahiers économiques et sociaux*, éd. Universitaires Africaines, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences
- [10] Trefon, Th. (2004), *Ordre et désordre à Kinshasa: Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Musée Royal de l'Afrique Centrale/L'Harmattan, Paris
- [11] Paulus JJ., 1999. *Jardins et élevages de parcelle, Rapport d'activités de l'ONG JEEP, Unikin, Kinshasa*.
- [12] PNUD, 2011. *Rapport mondial sur le développement humain*, PNUD, New York, 2011.
- [13] WRI, 2015, *Rapport sur les villes durables. Etude mondiale*, World Resources Institute, Washington, DC.